

TERMES DE REFERENCES



Date : 14 Juillet 2020

- Pays :** République Centrafricaine
- Intitulé de la mission :** Recrutement d'un (01) consultant-e national-e pour appuyer la préparation de la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce de prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation en République Centrafricaine
- Durée de la mission :** Deux mois calendriers (60 jours)
- Date limite de soumission :** Le 24 Août 2020

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Centrafricaine est un pays post-conflit dont les besoins de reconstruction sont conséquents et complexes, étant le résultat de crises politiques et sécuritaires récurrentes qui ont fortement fragilisé les institutions et entravé le développement économique et social du pays, favorisant l'apparition de risques de radicalisation et de l'extrémisme violent de pans de la société.

Pour parer la crise sécuritaire et la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent en RCA qui en découlent, le Gouvernement a mis en place, avec l'appui des partenaires, un Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA 2017-2021). Conformément aux priorités dudit plan, le Gouvernement a décidé de rédiger la Stratégie Nationale de la Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (SNPREV) en 2017, mise en œuvre dès 2018 avec la création du Comité de Prévention et d'Extrémisme Violent (Comité PEV). L'extrémisme violent représente l'une des menaces les plus sévères contre le développement et la paix. Il est essentiel de se rendre compte des différents types de radicalisation pouvant mener à l'extrémisme violent qui se manifestent au sein de la société centrafricaine. Comprendre ces phénomènes est important afin d'assurer la reconstruction d'une société et d'un Etat résilients et inclusifs, et pour prévenir de nouvelles spirales de violence.

C'est dans cette même optique que s'inscrivent les engagements pris à travers l'Accord politique pour la paix et la réconciliation du 6 février 2019 en faveur de la paix, la cohésion sociale et la prévention des conflits. En effet, au nombre des engagements pris pour répondre aux besoins des populations et réduire les inégalités dans les pays, on compte l'adoption de la SNPREV. LA SNPREV a pour objectif de se déployer auprès des représentants et des services de l'État, et sera mise en place à travers tout le territoire en suivant des processus analytiques et de dialogues collectifs, participatifs et inclusifs qui permettront d'adopter le plan d'action contenu dans la SNPREV à chaque micro-contexte en RCA.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre général des ODD afin de mettre en place des sociétés pacifiques, inclusives et justes. De manière plus spécifique, la démarche s'inscrit dans l'architecture internationale cadrée par la résolution S/RES/2178/2014 du conseil de sécurité de l'ONU qui demande à tous les Etats membres d'identifier les moteurs profonds de la radicalisation dans leur contexte national.

En appui à cette priorité nationale, les Agences des Nations Unies ont mis en place un programme conjoint d'appui au développement local, dont l'objectif principal est de favoriser la stabilisation du pays à travers l'amélioration de la gouvernance locale et l'impulsion d'un processus de développement local durable et inclusif au sein des collectivités à la base. Dans le cadre de son opérationnalisation, le

PNUD, avec l'appui financier du gouvernement du Japon, engage un appui à l'élaboration et la mise en œuvre de la SNPREV dans la commune de la Lobaye et à Bangui, la capitale. Ceci dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Soutien aux activités génératrices de revenus durables des personnes vulnérables ». Avant d'imprégner au niveau de la commune de Lobaye, l'étude initial est indispensable au niveau national pour identifier des acteurs et réunir les informations de base sur les risques de l'Extrémisme Violent. Ainsi, le projet d'assistance électorale intitulé «Projet d'Appui au Processus Electoral en République Centrafricaine (PAPEC) » a été conçu pour accompagner et soutenir les acteurs nationaux centrafricains dans la préparation et l'organisation des prochaines élections, à savoir les élections présidentielle et législatives prévues pour décembre 2020 et les élections locales fin 2021. Dans le cadre de la composante 2 du projet, le PNUD appuiera le développement et la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce des violences liées aux élections en RCA. Il y aura un système d'alerte précoce qui sera responsable de tous les deux thématiques, la violence électorale et l'extrémisme violent.

Dans cette perspective, le PNUD décide de recruter 1 consultant-e national-e spécialiste de la prévention des conflits et du radicalisme violent, de la réconciliation et la paix. Ses travaux vont permettre d'établir une cartographie des acteurs agissant dans ces domaines dans la commune de la Lobaye et au niveau étatique. Le consultant va travailler étroitement avec un autre consultant qui est recruté sur PAPEC pour l'éventuel collaboration de deux projets.

Le travail du Consultant permettra d'évaluer les compétences techniques d'utilisation du logiciel open source basé sur Ushahidi. La mission s'appuiera dans la plus grande mesure possible sur les études sécuritaires conduites par les différents acteurs actifs dans le pays et travaillant sur les questions sécuritaires. Le Consultant s'appliquera à y intégrer un spectre électoral pour analyser à la fois la conséquence de ces violences sur le processus électoral et les risques de l'extrémisme violent.

II. FONCTIONS ET RESPONSABILITES

- **Objectif général :**

A la fin de la mission, Les acteurs les plus pertinents pour fournir des informations au sein du système d'alerte précoce sont identifiés pour permettre la mise en place d'un groupe d'étude au sein de la Plateforme de coordination pour créer et fournir un système d'indicateurs et de suivi d'indicateurs triangulés, nécessaire pour la mise en œuvre du système d'alerte précoce instauré par la SNPREV.

- **Résultats attendus :**

- Le projet aura établi une cartographie des acteurs intervenant dans la prévention des conflits en Centrafrique
- Une évaluation des capacités existantes ainsi que des besoins de renforcement de capacité des futures partenaires locaux aura été accomplie ;
- Des recommandations sur les modalités de mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce auront été clairement formulées.
- Le recueil des Comités et Commissions nationales existantes au sein des Ministères est créée,
- Fonctionnement détaillé, des statuts, des activités, du mandat de chacun de ces Comités et Commissions sont identifiés,
- Les modalités les plus efficaces de communication et de flux d'information à travers le territoire sont identifiées pour permettre la mise sur pied de mécanismes de remontée

d'informations au niveau national ;

- Les indicateurs propres au contexte centrafricain alertant sur la montée des radicalisations et l'activité des groupes d'extrémistes violents est identifiée en prenant compte des risques liés au contexte sanitaire en raison du COVID-19.

- **Principales tâches :**

Sous la supervision générale de la Représentante Résidente du PNUD et la supervision directe du Chef de projet, le-a consultant-e-, sera responsable des tâches suivantes :

- Identifier les acteurs nationaux qui contribuent à la prévention du radicalisme et de l'extrémisme violent dans la commune de la Lobaye et à Bangui ;
- Dresser la cartographie des acteurs existants par le biais de consultations des acteurs actifs dans la prévention des conflits, y compris la société civile ;
- Analyser les succès et les limites connues de ces acteurs ;
- Recueillir les avis et suggestions des acteurs quant à la mise en œuvre du système d'alerte précoce national après consultations ;
- Proposer les modalités les plus efficaces de communication et de flux d'information pour permettre une collaboration optimale entre les acteurs étatiques ;
- Relever les indicateurs propres au contexte centrafricain de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent après consultations des acteurs, y compris de la société civile en prenant en compte les risques sanitaires liés au COVID-19.
- Travailler avec le consultant de PAPEC et relier deux projets pour la coordination de la mise en œuvre d'un alerte précoce.

- **Livrables attendus :**

Dans l'accomplissement de cette mission, les résultats suivants sont attendus des consultants :

- **Description de contenu :**

Trois livrables sont attendus comme suit :

1. Plan initial de travail

- Méthodologie
- Canevas de rapport de mi-parcours et rapport final

2. Rapport de mi-parcours

- Premier draft d'une cartographie Acteurs nationaux et internationaux discuté avec le PNUD et comprenant :
- L'évaluation des besoins de renforcement de capacité des acteurs nationaux identifiés comme partenaires potentiels
- Recommandations sur les modalités de mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce.

3. Rapport final

- Cartographie finale des acteurs intervenant dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent en RCA (statut, mandat, liste des membres, activités, appuis logistiques et financiers etc.) ;
- Evaluation générale des capacités existantes des acteurs agissant dans la prévention de la

- radicalisation et de l'extrémisme violent en RCA ;
- Recommandations quant aux modalités les plus efficaces et centralisation de l'information par les acteurs étatiques ;
- Rapport général de la mission avec recommandations générales pour la mise en place du système d'alerte précoce en RCA.

III. DUREE DE LA MISSION ET LIEU DE DEPLOIEMENT

La durée de la mission est fixée à deux mois (60 jours). Le-a consultant-e sera déployé-e dans la commune de la Lobaye et à Bangui pour au moins deux semaines.

IV. COMPETENCES

1. Ethique

- Démontrer l'intégrité et l'éthique en modélisant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies ;
- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD ;
- Afficher la sensibilité et l'adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;
- Traiter toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme.

2. Technique

- Une bonne compréhension et maîtrise du monde rural ;
- Avoir une bonne connaissance de la localité concernée et avoir la capacité d'effectuer les déplacements entre la commune de la Lobaye et Bangui.

3. Communication

- Excellentes compétences rédactionnelles et de communication orale ;
- Capacité d'animer les sessions de formation au profit d'un groupe hétéroclite.

4. Professionnalisme

- Aptitude démontrée dans la réflexion analytique et synthétique ;
- Excellentes capacités d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis.

5. Travail en équipe

- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks ;
- Capacité à travailler sous pression ;
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel et post-conflit.

V. QUALIFICATIONS REQUISES

1. Education : Bac +4 en sciences sociales et juridiques, économie, planification, administration publique, ou autres domaines similaires. Une spécialité en gouvernance territoriale et développement local est un atout.

2. Expériences professionnelles :

- 3 ans d'expériences professionnelles pertinente dans la gestion du développement local ou l'appui à la réconciliation et la paix.
- Une bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement des services déconcentrés et décentralisés ;
- Une bonne capacité d'analyse et de rédaction de rapports de qualité.

3. Langues requises : Maitrise du Français (Oral et Ecrit)

4. Informatique : Maîtrise des logiciels sous Office (Word, Excell, Powerpoint etc.).

VI. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Proposition technique

Les consultant(e)s intéressé(e)s par la présente mission devront soumettre les documents/informations suivants :

- Une lettre de motivation adressée à la Représentante Résidente du PNUD en RCA ;
- Un Curriculum vitae actualisé ;
- Un formulaire P11 dûment rempli et signé ;
- Une copie des diplômes académiques ;
- Une note conceptuelle de 5 pages maximum précisant le niveau de compréhension de la consultation ainsi que l'organisation de la mission, la méthodologie d'intervention proposée y compris les détails de formation à proposer, le calendrier programmatique, les personnes ressources clés à rencontrer, etc.

Prière de préciser la méthodologie, la durée et les sujets de formations à prester aux bénéficiaires en détails.

2. Proposition financière

Les propositions financières seront soumises sur la base de l'approche forfaitaire.

3. Contrats forfaitaires

La proposition financière prévoit un montant forfaitaire et précise les modalités de paiement sur la base de produits précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs). Par exemple, la proposition financière indiquera si le paiement sera effectué par tranche ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat. Les paiements seront effectués sur la base des outputs ou produits attendus (au terme de l'exécution des services spécifiés dans les TDR). Afin de faciliter la comparaison des offres financières, les candidats devront fournir une ventilation de ce montant forfaitaire (en y incluant les indemnités journalières/perdiems (lors de prestation dans la commune de la Lobaye), moyen de transport ainsi que la communication et le nombre de jours prévus mais exclus les frais de réunions (salle de réunion, perdiem des participants, les fournitures du bureau etc...) qui seront pris en charge par le PNUD).

Le PNUD ne fournit pas l'ordinateur, ni les moyens de déplacements et communication (Smartphone et crédit de communication) aux consultant-e-s.

4. Voyages

Tous les coûts de voyage prévus doivent être inclus dans la proposition financière. Ces coûts prennent en compte tous les voyages au lieu de la mission / le voyage retour.

VII. CRITERES & METHODE D'EVALUATION

Les soumissions techniques seront notées suivants les critères d'évaluation ci-dessous :

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

Les propositions techniques

Une proposition technique incluant :

- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée ;
- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Un CV actualisé.

Minimum de 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines de la gouvernance, le droit, les processus politiques	10 Points
Expérience dans la recherche et la rédaction de documents scientifiques	40 Points
Expérience dans le renforcement de capacités des organisations de la société civile en Centrafrique	20 points
Expérience de travail avec le PNUD et/ou les agences des Nations Unies en centrafrique	10 points
Expérience dans les projets ou actions de promotion des droits de l'Homme ou de prévention des conflits	20 Points
Total	100 points

Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts joint. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire. La note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$\text{Note financière A} = [(\text{Offre financière la moins disante}) / \text{Offre financière de A}] \times 30$$

Le contrat sera accordé au consultant dont l'offre a été évaluée et acceptée et en fonction des critères suivants :

- En conformité avec les Termes de Référence de la consultance ;
- Ayant obtenu la note la plus élevée dans l'évaluation combinée de l'offre technique et financière

Plan d'accomplissement des tâches et des paiements :

<u>Livrables</u>	<u>Délai</u>	<u>Répartition des paiements</u>
Plan de travail initial	7 jours après le début de la mission	Après la validation de 1 ^{er} livrable 40%
Rapport intermédiaire	30 jours après le début de la mission	Après la validation de 2 ^{ème} livrable 30%
Rapport final	7 jours après la fin de la mission	Après la validation de 3 ^{ème} livrable 30 %
Total		100%

- N.B.** - Les offres incomplètes ne seront pas prises en compte lors de l'évaluation.
- La soumission pour le compte d'un groupe de consultants n'est pas considérée.

Préparé par

Approuvé par

Tsunetaka TSUCHIYA
Spécialiste de Programme

Dancilla MUKARUBAYIZA
Chargée du Bureau